

unité départementale du Finistère

Quimper, le 6 septembre 2022

2 rue de Kerivoal - CS 83037
29334 QUIMPER CEDEX

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUNGE France

ZI Portuaire
rue de Yokosuka
29200 BREST

Références : ENV-D-22. 0384

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2022 de la société BUNGE implantée dans la zone industrielle portuaire de BREST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUNGE
- ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 BREST
- Code AIOT dans GUN : 0005500609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non
- IED - MTD

La société BUNGE exploite sur le port de Brest une installation de trituration de soja et de colza pour une capacité de 900 000 tonnes/an. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2006, modifié par les arrêtés du 27 juin 2008 et du 15 janvier 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les actions qui étaient en cours de réalisation en vue de remettre en état les équipements du site.

Il s'agit entre autres de :

- l'installation :
 - de géomembranes à l'intérieur des silos bétons (afin de réduire la fréquence de nettoyage des silos) ; et modification des trappes de vidange (ajout de vis) afin de faciliter l'évacuation des matières premières ;
 - d'une nouvelle centrifugeuse ;
 - du nouvel "expandeur" (vis de pression pour faciliter l'extraction) ;
- réparations menées au niveau de l'extracteur/conditionneur/zone de rétention de l'extraction ;
- la protection des équipements (dont l'extracteur) contre la corrosion.

L'exploitant a déclaré que toutes ces actions avaient débuté courant 2021 et devraient se terminer pour fin 2025.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Nature des suites administratives proposées
Etat des silos céréaliers	AP de Mesures Conservatoires du 08/06/2021, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Etat des silos bétons	AP Complémentaire du 15/01/2020, article 2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Confinement	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 7.7.8.2	/
Vieillessement de certains équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2010, article 5	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de notre visite et du constat développé ci-dessus, l'inspection a mis en évidence 2 observations pour lesquelles une mise en demeure est susceptible d'être proposée au préfet en fonction des éléments de réponse complémentaires de l'exploitant ou en l'absence de réponse de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des silos céréaliers

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 08/06/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des silos
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de notification du présent arrêté, l'échéancier de réalisation des opérations requises pour mettre en sécurité les silos céréaliers repérés R61 et R62.
Constats : Le jour du contrôle, l'exploitant a déclaré que : <ul style="list-style-type: none">• la remise en état des silos métalliques consistait à compenser les pertes d'épaisseur, combler les trous, sabler et à appliquer une peinture anti-corrosion ;• la réfection :<ul style="list-style-type: none">x du silo n°66 durerait de juillet jusqu'à début novembre 2022 ;x des silos N°61 et 63 devrait être terminée pour septembre 2023. Par courrier en date du 11/06/2021, l'exploitant a informé l'IIC que le silo n°62 (le plus corrodé) était consigné et la trappe démontée. L'IIC a constaté que le silo n°62 n'apparaît plus sur le système de sélection informatique. L'IIC note que le silo n°61 est toujours en activité. L'exploitant a choisi de remettre en état le silo n°66 avant le silo n°61.
Constat 2022-1 : Il appartient à l'exploitant de justifier son choix.
Proposition de suites : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

Nom du point de contrôle : Etat des silos bétons

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2020, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des silos bétons
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la bonne tenue de la structure du silo par un organisme compétent. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de contrôle.
Constats : Par courriel en date du 30/09/2020, l'exploitant a transmis à l'IIC le rapport du diagnostic structurel du silo réalisé par la société SIXENSE. Le bureau d'études a proposé plusieurs actions à entreprendre (entres autres) : <ul style="list-style-type: none">• <u>Vis-à-vis de l'incendie pour le silo N°2 :</u><ul style="list-style-type: none">◦ le traitement des aciers apparents ;◦ la mise en œuvre d'une dalle armée adhérente (pose de connecteurs) par-dessus le plancher incliné actuel.• <u>Vis-à-vis de la corrosion des armatures et de la tenue structurelle des silos bétons :</u><ul style="list-style-type: none">◦ traitement des aciers apparents ;◦ traitement adapté des fissures et des zones de faïencage ;◦ traitement des zones d'infiltrations.• Il est précisé que la jonction avec la toiture devra être soigneusement étudiée. L'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none">• la reprise de la jonction toiture avait été réalisée sur les 5 silos en 2022 ;• les éclats béton sont repris couramment par l'entreprise « VERTICA ». L'exploitant a présenté le bon de commande de janvier 2022 ainsi que le permis de travail de mars 2022 pour les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• réparation haut silos béton ;• réfection béton éclaté sur passage de passerelles des silos béton ». Il a estimé que les autres observations n'avaient pas lieu d'être.
Constat 2022-2 : Afin de s'assurer de la bonne tenue des silos, il appartient à l'exploitant de refaire appel au même organisme afin qu'il puisse justifier du caractère suffisant des travaux effectués sur les silos béton. A défaut, en application de l'article R. 181-13 du Code de l'environnement, l'IIC pourra proposer au Préfet d'exiger de la part du demandeur et à ses frais, la production d'une analyse critique par un organisme extérieur expert, choisi en accord avec l'administration.
Proposition de suites : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

Nom du point de contrôle : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 7.7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu en rétention par une vanne d'isolement implantée sur le réseau de collecte des eaux pluviales. [...] La vanne d'isolement doit pouvoir être actionnée en toutes circonstances. Dans le Plan d'Opération Interne (POI) il est écrit que le site dispose d'une vanne d'isolement du réseau pluviale fermée en permanence. Les eaux d'incendie collectées par ce réseau seront retenues et ne se déverseront pas dans la rade de Brest.
Constats : L'IIC a constaté la présence de la vanne confinement qui est en position fermée en permanence. Les eaux pluviales ainsi que les eaux issues du nettoyage de la voirie rejoignent un espace de confinement dédié (10 m ³) où se trouve la vanne. L'exploitant a expliqué que l'opérateur logistique ouvrait la vanne avec la permission du chef de quart lorsque cet espace était plein. Ces eaux rejoignent la rade de Brest. L'IIC a constaté en présence de l'exploitant que le « bassin » était quasiment vide, le fond contenait des matières végétales issues du nettoyage de la voirie.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vieillessement de certains équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement de certains équipements - Extracteur
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. [...]
Constats : Le rapport d'inspection de l'extracteur n°21B0647 RI 002 d'octobre 2021, mentionne plusieurs observations ; elles concernaient notamment des pertes d'épaisseur supérieures à 50 % et de la corrosion. L'IIC a constaté que les travaux avaient bien été entrepris. Les observations concernant les soudures au niveau des couronnes extérieures fortement corrodées ont été traitées (voir photo jointe). L'IIC n'a pas pu constater les travaux réalisés à l'intérieur de l'extracteur (forte perte d'épaisseur constatée lors du contrôle d'octobre 2021). L'exploitant a précisé que le reste des travaux seraient réalisés lors du prochain arrêt technique prévu en septembre 2022. La date de la prochaine inspection de l'extracteur est prévue pour octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

Couronnes : Soudures des raidisseurs ; partie basse hydro gommée



